

Hollande, le dangereux pyromane de la démocratie

Hollande voudrait saper définitivement les institutions de la Vè République qu'il ne s'y prendrait pas autrement. À moins qu'il ne soit complètement aveugle et que, jusqu'au dernier jour, il ne vive dans l'illusion que les détestables pratiques acquises sous Mitterrand puissent continuer indéfiniment comme si rien ne changeait dans le pays.

Hollande et la nationalité

On se souvient qu'à Versailles, le lundi suivant les attentats, François Hollande avait réuni le Parlement en Congrès pour faire un discours qui apparaît aujourd'hui comme un vaste bla-bla. À trois semaines des élections régionales, le Président de la République avait profité de l'émotion suscitée par la Terreur pour endosser des propositions qui faisaient et font frémir la gauche, comme la déchéance de nationalité pour les auteurs binationaux d'actes terroristes.

Il est très probable que ce discours salué par ses opposants aient modifié la donne aux régionales. En reprenant notamment cette proposition du Front National, François Hollande a coupé l'herbe sous le pied de la droite et envoyé un signal fort aux électeurs nationalistes.

Hollande et son calcul à trois balles

Rétrospectivement, on comprend clairement que cette annonce était purement hypocrite et que François Hollande comptait bien sur le Conseil d'Etat pour lui faire barrage. Le calcul était simple: convaincu, comme beaucoup à gauche, que la Constitution est l'ennemie des propositions du Front National, il n'avait aucun doute sur le refus que ses fidèles juges administratifs, dont ses cabinets regorgent, ferait le sale boulot.

Le coup ressemble à un succédané de mitterrandisme: je dis politiquement oui, mais je sais que techniquement ce sera non. Donc je promets de raser gratis.

Hollande ne tient pas le Conseil d'Etat

Patatras! Il y a des limites à tout, même à l'instrumentalisation politique du Conseil d'Etat. Après avoir rendu une réponse à une question prioritaire de constitutionnalité sur les assignations à résidence pleine d'avertissements sur la fin de la plaisanterie, le Conseil d'Etat s'est rebellé contre le mauvais usage que le Président fait de lui. Ses membres ont en effet considéré, dans le cadre de l'avis qu'ils doivent donner avant tout vote d'une loi, que la déchéance de nationalité était conforme aux principes constitutionnels dès lors qu'elle était inscrite dans la Constitution (ce qui était l'objet même du texte), mais que l'état d'urgence ne pouvait être prolongé automatiquement, comme le proposait le gouvernement.

Le petit calcul de François Hollande a donc échoué: voilà notre Président obligé de faire face à ses responsabilités et contraint à faire ce qu'il a dit.

Hollande et le rétropédalage

En homme d'Etat, Hollande pourrait expliquer (et il y trouverait un écho populaire) que la déchéance de nationalité pour fait de terrorisme est un symbole fort qu'il envoie aux enfants issus de l'immigration dont une minorité est tentée par un soutien à l'Etat Islamique, voire par une participation active au Jihad. Il pourrait choisir de dire: on ne peut être Français et combattre la France.

Mais François Hollande n'est pas un homme d'Etat, c'est un homme de calcul. Il a proposé la déchéance de nationalité pour éviter une déroute aux régionales, légitimer sa candidature à sa propre succession en 2017 et affaiblir la droite traditionnelle à l'approche du scrutin. Face au passage à l'acte, il ne cherche pas à porter le flambeau d'une mesure qui indispose son camp, il rétropédale. Tous les arguments sont désormais utiles pour expliquer que la déchéance de nationalité, ce n'est pas si bien que ça. Vérité le lendemain des attentats, erreur le surlendemain.

Hollande et les mesures efficaces

Le principal argument utilisé pour justifier l'abandon en rase campagne de la déchéance de nationalité est celui de l'efficacité: pas la peine de faire une révision constitutionnelle pour quelques gugusses à peine. Cela ne serait pas convenable. Il faut bien entendu comprendre, derrière cet argument: pas la peine de mettre la majorité parlementaire (qui représente désormais moins de 20% des électeurs réels) à feu et à sang à un an et demi des présidentielles pour quelques terroristes dont tout le monde se tamponne.

Les familles, amis, proches, des 130 victimes du 13 novembre apprécieront. Les 7 millions de Français qui défilaient le 11 janvier, s'ils se souviennent encore du pourquoi de leurs défilés, aussi.

Hollande et la fin de la parole politique

Ce que François Hollande (pas plus que son entourage d'ailleurs) ne semble pas mesurer, c'est l'extrême lassitude de l'opinion vis-à-vis de ces calculs minables. Si une leçon est à retenir des élections régionales, c'est que l'opinion est totalement désabusée par la politique, et exaspérée par ces effets d'annonce totalement étrangers à l'intérêt général.

On dit que François Hollande, pour échapper à la solitude du pouvoir, s'invite régulièrement dans des dîners en ville, chez des journalistes du microcosme. C'est probablement son principal problème. François Hollande n'est pas le Président de la République française, il est le Président du microcosme parisien, celui qui peut passer un dîner entier à débattre de choses futiles pour le plaisir du débat, celui qui est obsédé par les principes de la bonne éducation bourgeoise: ne pas parler trop fort, ne pas être trop radical, ne pas être populiste, mépriser les pauvres mais en dire du bien, mépriser les travailleurs manuels mais en dire du bien, mépriser les immigrés mais en dire du bien, toute cette épaisse couche de conventions qui dissimulent un immense égoïsme et une rupture profonde, savamment cultivée, avec le pays.

François Hollande est trop coupé des réalités, comme Lionel Jospin le fut en son temps, pour comprendre que ce mal-là lui jouera un vilain tour un tour qui pourrait bien entraîner des dommages collatéraux pour la parole politique et pour la démocratie elle-même.

Article écrit par Eric Verhaeghe pour son blog